

5. Des écrans chez Hersant

Cette nouvelle configuration de l'Inter nous facilita beaucoup la tâche lorsque les directions introduisirent le Macintosh ou des matériels équivalents avec souris, interface graphique, mise en page sur XPress, etc. C'est au *Figaro*, pour la première fois, dans un grand quotidien, que les correcteurs purent travailler ainsi. Déjà, des postes de travail modernisés avaient été obtenus à la *Cote Desfossés* ; ce n'est sans doute pas un hasard si dans ce dernier journal le délégué syndical était un roto.

L'acceptation du groupe Hersant de faire travailler les correcteurs sur le système Macintosh fut le détonateur de toute l'évolution professionnelle qui s'ensuivit pour nous ; elle se fit avec l'appui des rotos et l'approbation du secrétaire de l'Inter, qui soutint notre point de vue, et contre l'opinion des typos. Si les rotos et LANCRY n'avaient pas soutenu notre position, qui sait si nous aurions pu survivre...

L'alliance des graphiques et la complicité active des rotos et des correcteurs permirent de maîtriser, jusqu'à la rupture de l'Inter, en septembre 1993, toutes les difficultés (conflit avec VILLAIN lors de la construction de Roissy-Print, plan Carrignon, conflit des NMPP, tentatives de déstabilisation de MULLER, qui voulait se glisser dans les négociations parisiennes, éviction de Christian LELIÈVRE de la section Messageries pour indélicatesses diverses, etc.).

Au cours de cette période, nous réussîmes à moderniser *L'Equipe*, puis *le Parisien*. Pour ce dernier canard, la direction accepta en informelle de placer les correcteurs sur écran. Nous courions depuis dix ans après un tel accord... Sans l'appui du secrétaire de l'Inter de l'époque, Roland BINGLER, responsable des rotatistes, *nada* !

Il est important d'affirmer que le maintien de la correction, de correcteurs spécifiques, ne peut se faire sans solidarité ouvrière, sans rapport de force, c'est-à-dire sans une alliance opportune. Aujourd'hui, seuls ceux qui ont un avenir professionnel réel – il faut toujours des rotatives pour imprimer les journaux – peuvent nous apporter une solidarité effective et progressiste ; les autres catégories graphiques en voie de disparition (typos, photographeurs, copistes) ne peuvent le faire parce que trop préoccupés à sauver leurs effectifs, soit en bloquant les processus de modernisation, soit en se dévorant entre elles : l'exemple de la constitution de la catégorie des « compographeurs », où les photographeurs, très minoritaires, revendiquent la part du lion, est typique.

L'alliance avec les rotos est primordiale, comme elle l'a été depuis plus de quinze ans. Si elle n'avait pas existé, nous n'aurions certainement pas réussi à maintenir une correction spécifique dans les entreprises où la PAO était adoptée – les secrétaires de rédaction auraient peut-être absorbé la correction, comme à *Libération*.

Une donne quelque peu modifiée

Aujourd'hui, les données du problème se sont un peu modifiées en comparaison de la situation des années quatre-vingt, avec la crise du Comité inter. La crise du Comité intersyndical du Livre parisien a commencé en septembre 1993.

Cette année-là, les rotatistes ont perdu la direction du Syndicat général du Livre, dont ils étaient une des catégories organisées et, par voie de conséquence, le secrétariat de l'Inter.

Pour ma part – je n'engage que moi mais je défie quiconque de prouver le contraire de ce que j'avance –, l'observation du premier coup porté et le constat du résultat final m'obligent à penser que cette manœuvre fut orchestrée par le groupe

des anciens clicheurs en charge des photographeurs-copistes pour s'assurer le secrétariat de l'Inter. Actuellement, dans les faits, c'est d'ailleurs ce groupe qui dirige la Coordination des quatre syndicats.

Bien sûr, cette manœuvre ne pouvait réussir, pour des raisons objectives que les conjurés négligèrent ou, aveuglés par leur ambition, crurent sans importance, puisqu'elle a consisté à humilier et à tenter de marginaliser les seuls qui pouvaient encore faire fléchir le patronat de la presse. Elle ne pouvait aboutir qu'à une politique de Gribouille. Dans la grande histoire, elle se serait traduite, pour la Sublime Porte, par le licenciement des janissaires quelques jours avant l'assaut contre Constantinople ou, pour le gouvernement de Pitt, par le renvoi de NELSON et le désarmement des vaisseaux de ligne la veille de Trafalgar !

Quant à ceux qui ont ironisé sur le rapprochement entre les correcteurs et les rotatistes, ils sont restés à la surface des choses, par légèreté, malveillance ou les deux ensemble.

Ce prétendu mariage de la carpe et du lapin, comme cela a pu être dit avec une intention désobligeante, s'explique simplement par le fait que les deux professions, les deux tâches ont un avenir réel dans la division du travail prévisible. C'est donc une convergence dans leur existence sociale – formation de qualité, contrôle de l'embauche et bureau de placement, possibilité de faire entrer des jeunes dans la production – qui les a poussés à aborder les problèmes de même façon ⁵.

Lors de l'affaire de l'« hébergement » des rotatistes par le Syndicat des correcteurs, la section des imprimeurs rotatistes avait rédigé un document de deux pages intitulé *Précisions sur la notion d'hébergement aux correcteurs et notamment à ceux qui ne travaillent pas en presse quotidienne*, qui résume clairement les principes généraux qui régissent nos positions communes. (Cf. encadré page suivante.)

Peu de camarades peuvent être en désaccord avec l'approche qui y est esquissée, sauf ceux, les moins nombreux, qui continuent de croire que plus il y a de centralisation, mieux ça vaut, et en général ces camarades-là n'exposent pas leurs idées aussi explicitement.

Si le problème qui se pose est quelque peu différent, une chose subsiste : la nécessité pour les correcteurs de se battre afin de maintenir leur existence professionnelle, leur statut. La différence est que ce combat ne se fait plus dans le cadre d'un Comité inter unitaire, et que l'existence des imprimeurs rotatistes en tant que catégorie organisée et reconnue est menacée, puisque le Comité inter tel qu'il est conçu par la Coordination des quatre syndicats (SGLCE, CSTP, cadres et employés) refuse toute représentation des catégories en tant que telles.

Les correcteurs ont un rôle renouvelé à jouer, dans le cadre de l'Inter « canal historique » – j'emploie ce terme pour mettre en évidence le fait que l'Inter dont nous nous réclamons est l'Inter traditionnel – afin d'assurer une légitimité « institutionnelle », dirais-je, aux rotos. En effet, seul un syndicat peut signer des accords conventionnels. La disparition du Syndicat des correcteurs, le seul syndicat légalement existant de l'Inter « canal historique », serait donc une très mauvaise affaire pour nos camarades rotatistes. En même temps, ce serait, pour nous, la pire des choses... Le « mariage de la carpe et du lapin » est donc un authentique mariage de raison. Et il n'empêche pas la sympathie ⁶...

Enfin, nous sommes la seule composante de l'Inter « canal historique » à se trouver dans le pré-presse, qui constitue en